

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2019/14067]

3 JUILLET 2019. — Loi portant modification de la loi du 21 décembre 2013 portant le Code consulaire et de la loi du 10 février 2015 relative aux traitements automatisés de données à caractère personnel nécessaires aux passeports et titres de voyage belges (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup> — *Disposition préliminaire*

Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2 — *Modifications de la loi du 21 décembre 2013 portant le Code consulaire*

Art. 2

Dans l'article 33 du Code consulaire, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé comme suit:

“Le chef d'un poste consulaire de carrière peut légaliser des décisions judiciaires ou des actes authentiques émanant de l'étranger conformément à l'article 30 du Code de droit international privé.”.

Art. 3

Dans l'article 34 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 5, le mot “éventuels” est abrogé;

2° l'article 34 est complété par la phrase suivante: “Le Roi fixe la composition et les plafonds des frais d'enquête, et règle les modalités de versement et de remboursement de ceux-ci.”.

Art. 4

Dans l'article 39 du même Code, l'alinéa 6 est abrogé.

Art. 5

Dans le même Code, sont insérés les articles 39/1, 39/2, 39/3 et 39/4 rédigés comme suit:

“Art. 39/1. Dans le cadre de la bonne exécution de l'action de la justice et notamment pour éviter que des personnes concernées par celles-ci tentent de s'y soustraire, et afin de permettre au ministre d'adopter les actes administratifs visés aux articles 39/2 et 39/3 et de réaliser les traitements de données visés au chapitre 7/1 de la loi du 10 février 2015 relative aux traitements automatisés de données à caractère personnel nécessaires aux passeports et titres de voyage belges, le ministère public et les services de police lui communiquent d'initiative, dans les cas prévus dans les directives du Collège des procureurs-généraux, l'identité des Belges qui font l'objet d'une enquête pénale sur un délit visé aux articles 198, 199 ou 199bis, 1°, du Code pénal ou d'une des mesures judiciaires limitatives de liberté suivantes:

- a) une mesure judiciaire limitative de liberté avec interdiction de quitter le territoire;
- b) un mandat d'arrêt;
- c) un mandat d'arrêt européen;
- d) un mandat d'arrêt international;
- e) un signalement national ou international aux fins d'une arrestation.

Les organes, services et organismes belges compétents communiquent d'initiative au ministre l'identité des Belges qui présentent manifestement un risque ou une menace substantiels pour l'ordre public ou la sécurité publique.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2019/14067]

3 JULI 2019. — Wet tot wijziging van de wet van 21 december 2013 houdende het Consulair Wetboek en van de wet van 10 februari 2015 met betrekking tot geautomatiseerde verwerkingen van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de Belgische paspoorten en reisdocumenten (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1 — *Inleidende bepaling*

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2 — *Wijzigingen van de wet van 21 december 2013 houdende het Consulair Wetboek*

Art. 2

In artikel 33 van het Consulair Wetboek wordt het eerste lid vervangen als volgt:

“Het hoofd van een consulaire beroepspost kan buitenlandse rechterlijke beslissingen of authentieke akten legaliseren in overeenstemming met artikel 30 van het Wetboek van internationaal privaatrecht.”.

Art. 3

In artikel 34 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het vijfde lid wordt het woord “Eventuele” opgeheven;

2° artikel 34 wordt aangevuld met de volgende zin: “De Koning bepaalt de samenstelling en maximumbedragen van de kosten van het onderzoek alsook de nadere regels met betrekking tot de betaling en terugbetaling van deze kosten.”.

Art. 4

In artikel 39 van hetzelfde Wetboek wordt het zesde lid opgeheven.

Art. 5

In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 39/1, 39/2, 39/3 en 39/4 ingevoegd, luidende:

“Art. 39/1. Met het oog op de goede uitvoering van de acties van het gerecht en in het bijzonder om te vermijden dat de personen die er het voorwerp van zijn, proberen zich eraan te onttrekken, en opdat de minister de administratieve handelingen zou kunnen stellen bedoeld in de artikelen 39/2 en 39/3 en om de gegevensverwerkingen te verrichten bedoeld in hoofdstuk 7/1 van de wet van 10 februari 2015 met betrekking tot de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor Belgische paspoorten en reisdocumenten, melden het openbaar ministerie en de politiediensten hem op eigen initiatief, in de gevallen bepaald in de richtlijnen van het College van procureurs-generaal, de identiteit van de Belgen die het voorwerp zijn van een strafonderzoek naar een wanbedrijf bedoeld in de artikelen 198, 199 of 199bis, 1°, van het Strafwetboek of van één van de volgende vrijheidsbeperkende gerechtelijke maatregelen:

- a) een vrijheidsbeperkende gerechtelijke maatregel met verbod om het grondgebied te verlaten;
- b) een aanhoudingsbevel;
- c) een Europees aanhoudingsbevel;
- d) een internationaal aanhoudingsbevel;
- e) een nationale of internationale signalering ter fine van arrestatie.

De bevoegde Belgische organen, diensten en organismen melden op eigen initiatief aan de minister de identiteit van de Belgen die klaarblijkelijk een aanzienlijk risico of een aanzienlijke bedreiging vormen voor de openbare orde of de openbare veiligheid.

Art. 39/2. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 39, alinéa 1<sup>er</sup>, la délivrance d'une carte d'identité belge est refusée:

1° si le demandeur fait l'objet d'une mesure judiciaire limitative de liberté dans les cas visés à l'article 39/1;

2° si le demandeur fait l'objet d'une enquête pénale sur un délit visé aux articles 198, 199 ou 199bis, 1°, du Code pénal, dans les cas visés à l'article 39/1;

3° si le demandeur a communiqué des données inexactes concernant sa nationalité ou son identité.

§ 2. Par dérogation à l'article 39, alinéa 1<sup>er</sup>, la délivrance d'une carte d'identité belge peut être refusée par le ministre sur la base de l'avis motivé d'un organe, service ou organisme compétent à cet effet, si le demandeur présente manifestement un risque ou une menace substantiels pour l'ordre public ou la sécurité publique.

§ 3. Le ministre ou le fonctionnaire compétent de la Direction Documents de Voyage et d'Identité du SPF Affaires étrangères peut, préalablement à la délivrance d'une carte d'identité belge, demander à tout moment à tout organe, service ou organisme compétent à cet effet de procéder à une enquête. En attendant le résultat de l'enquête, la délivrance du passeport ou du titre de voyage est suspendue.

Art. 39/3. Les cartes d'identité belges sont retirées ou invalidées aux conditions visées à l'article 39/2, § 1<sup>er</sup>.

Les cartes d'identité belges peuvent aussi être retirées ou invalidées aux conditions visées à l'article 39/2, § 2.

Dans ce dernier cas, le ministre ou le fonctionnaire compétent de la Direction Documents de Voyage et d'Identité du SPF Affaires étrangères peut, préalablement au retrait ou à l'invalidation d'une carte d'identité belge, demander à tout moment à l'organe, au service ou à l'organisme compétent à cet effet de lui fournir toute information complémentaire susceptible de préciser la décision de retrait ou d'invalidation.

Art. 39/4. Le refus de délivrer une carte d'identité belge est levé:

1° dans les cas visés à l'article 39/2, § 1<sup>er</sup>, 1°, dès que la mesure judiciaire limitative de liberté prend fin;

2° dans le cas visé à l'article 39/2, § 1<sup>er</sup>, 2°, après une décision de classement sans suite du ministère public, une ordonnance de non-lieu ou une décision finale de la juridiction d'instruction siégeant en tant que juridiction de jugement, ou un jugement ou arrêt passé en force de chose jugée à l'égard de l'intéressé;

3° dans le cas visé à l'article 39/2, § 1<sup>er</sup>, 3°, dès que la nationalité et l'identité du demandeur sont légalement établies;

4° dans le cas visé à l'article 39/2, § 2, dès que l'organe, le service ou l'organisme compétent à cet effet conclut que le demandeur ne présente manifestement plus un risque ou une menace substantiels pour l'ordre public ou la sécurité publique.

Le ministère public communique d'initiative au ministre l'identité des Belges qui tombent sous les catégories visées aux 1° et 2°. Les organes, services et organismes belges compétents communiquent d'initiative au ministre l'identité des Belges qui tombent sous la catégorie visée au 4°.

Dans le cas visé au 1°, le ministre peut toutefois, si le demandeur était impliqué dans des faits qui correspondent aux critères visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 1° ou 1°/1, de l'arrêt royal du 21 juillet 2016 relatif à la banque de données commune Terrorist Fighters, consulter l'organe, le service ou l'organisme compétent visé à l'article 39/2, § 2, afin de vérifier si le refus de délivrer une carte d'identité belge ne doit pas être maintenu sur la base de l'article 39/2, § 2."

#### Art. 6

Dans le même Code, les articles 62 à 65/1 sont remplacés par ce qui suit:

"Art. 62. Dans le cadre de la bonne exécution de l'action de la justice et notamment pour éviter que des personnes concernées par celles-ci tentent de s'y soustraire, et afin de permettre au ministre d'adopter les actes administratifs visés aux articles 63 et 65 et de réaliser les traitements de données visés au chapitre 7/1 de la loi du 10 février 2015 relative aux traitements automatisés de données à caractère personnel nécessaires aux passeports et titres de voyage belges, le ministère public et les services de police lui communiquent

Art. 39/2. § 1. In afwijking van artikel 39, eerste lid, wordt de afgifte van een Belgische identiteitskaart geweigerd:

1° indien de aanvrager het voorwerp is van een vrijheidsbeperkende gerechtelijke maatregel in de gevallen bedoeld in artikel 39/1;

2° indien de aanvrager het voorwerp is van een strafonderzoek naar een wanbedrijf bedoeld in de artikelen 198, 199 of 199bis, 1°, van het Strafwetboek, in de gevallen bedoeld in artikel 39/1;

3° indien de aanvrager onjuiste gegevens meedeelde met betrekking tot zijn nationaliteit of zijn identiteit.

§ 2. In afwijking van artikel 39, eerste lid, kan de afgifte van een Belgische identiteitskaart geweigerd worden door de minister op gemotiveerd advies van een daartoe bevoegd orgaan, een bevoegde dienst of een bevoegd organisme, indien de aanvrager klaarblijkelijk een aanzienlijk risico of een aanzienlijke bedreiging vormt voor de openbare orde of de openbare veiligheid.

§ 3. De minister of de bevoegde ambtenaar van de Directie Reis- & Identiteitsdocumenten van de FOD Buitenlandse Zaken kan voorafgaandelijk aan de afgifte van een Belgische identiteitskaart op elk ogenblik aan elk daartoe bevoegd orgaan, elke bevoegde dienst of elk bevoegd organisme vragen een onderzoek in te stellen. In afwachting van de uitkomst van dat onderzoek wordt de afgifte van de identiteitskaart opgeschort.

Art. 39/3. Belgische identiteitskaarten worden ingetrokken of ongeldig verklaard onder de voorwaarden bedoeld in artikel 39/2, § 1.

Belgische identiteitskaarten kunnen ook ingetrokken of ongeldig verklaard worden onder de voorwaarden bedoeld in artikel 39/2, § 2.

In dat laatste geval kan de minister of de bevoegde ambtenaar van de Directie Reis- & Identiteitsdocumenten van de FOD Buitenlandse Zaken voorafgaandelijk aan de intrekking of ongeldigverklaring van een Belgische identiteitskaart steeds aan het daartoe bevoegde orgaan, de bevoegde dienst of het bevoegde organisme vragen om hem bijkomende informatie te bezorgen die de beslissing tot intrekking of ongeldigverklaring kan verduidelijken.

Art. 39/4. De weigering van afgifte, van een Belgische identiteitskaart wordt opgeheven:

1° in de gevallen bedoeld in artikel 39/2, § 1, 1°, zodra de vrijheidsbeperkende gerechtelijke maatregel een einde neemt;

2° in het geval bedoeld in artikel 39/2, § 1, 2°, na een beslissing tot seponering van het openbaar ministerie, een buitenvervolginstelling of een eindbeslissing, door het onderzoeksgerecht zetelend als vonnisgerecht, of een vonnis of arrest in kracht van gewijsde ten aanzien van de betrokkene;

3° in het geval bedoeld in artikel 39/2, § 1, 3°, zodra de nationaliteit en de identiteit van de aanvrager wettelijk vaststaan;

4° in het geval bedoeld in artikel 39/2, § 2, zodra het daartoe bevoegde orgaan, de bevoegde dienst of het bevoegde organisme besluit dat de aanvrager klaarblijkelijk niet langer een aanzienlijk risico of een aanzienlijke bedreiging vormt voor de openbare orde of de openbare veiligheid.

Het openbaar ministerie meldt op eigen initiatief aan de minister de identiteit van de Belgen die vallen onder de categorieën bedoeld in de bepalingen onder 1° en 2°. De bevoegde Belgische organen, diensten en organismen melden op eigen initiatief aan de minister de identiteit van de Belgen die vallen onder de categorie bedoeld in de bepaling onder 4°.

In het geval bedoeld in de bepaling onder 1° kan de minister evenwel, indien de aanvrager betrokken was bij feiten die beantwoorden aan de criteria zoals bedoeld in het artikel 6, § 1, 1° of 1°/1, van het koninklijk besluit van 21 juli 2016 betreffende de gemeenschappelijke gegevensbank Terrorist Fighters, het bevoegde orgaan, de bevoegde dienst of het bevoegde organisme bedoeld in het artikel 39/2, § 2, consulteren om na te gaan of de weigering van afgifte van een Belgische identiteitskaart niet behouden moet worden op basis van het artikel 39/2, § 2."

#### Art. 6

In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 62 tot 65/1 vervangen door wat volgt:

"Art. 62. Met het oog op de goede uitvoering van de acties van het gerecht en in het bijzonder om te vermijden dat de personen die er het voorwerp van zijn, proberen zich eraan te onttrekken, en opdat de minister de administratieve handelingen zou kunnen stellen als bedoeld in de artikelen 63 en 65 en om de gegevensverwerkingen te verrichten als bedoeld in hoofdstuk 7/1 van de wet van 10 februari 2015 met betrekking tot de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor Belgische paspoorten

d'initiative, dans les cas prévus dans les directives du Collège des procureurs-généraux, l'identité des Belges et des apatrides et réfugiés reconnus qui font l'objet d'une enquête pénale sur un délit visé aux articles 198, 199 ou 199bis, 1°, du Code pénal ou d'une des mesures judiciaires limitatives de liberté suivantes:

- a) une mesure judiciaire limitative de liberté avec interdiction de quitter le territoire;
- b) un mandat d'arrêt;
- c) un mandat d'arrêt européen;
- d) un mandat d'arrêt international;
- e) un signalement national ou international aux fins d'une arrestation.

Les organes, services et organismes belges compétents communiquent d'initiative au ministre l'identité des Belges et des apatrides et réfugiés reconnus qui présentent manifestement un risque ou une menace substantiels pour l'ordre public ou la sécurité publique.

Art. 63. § 1<sup>er</sup>. La délivrance d'un passeport ou d'un titre de voyage belge est refusée:

1° si le demandeur fait l'objet d'une mesure judiciaire limitative de liberté dans les cas visés à l'article 62;

2° si le demandeur fait l'objet d'une enquête pénale sur un délit visé aux articles 198, 199 ou 199bis, 1°, du Code pénal, dans les cas visés à l'article 62;

3° si le demandeur a communiqué des données inexactes concernant sa nationalité ou son identité;

4° à l'enfant mineur non émancipé, si un parent qui exerce l'autorité parentale a demandé, conformément à l'article 374/1 du Code civil, d'être consulté à l'occasion de la demande de passeport ou titre de voyage belge pour cet enfant et que ce parent refuse de donner son autorisation pour la délivrance de ce document.

§ 2. La délivrance d'un passeport ou d'un titre de voyage belge peut être refusée par le ministre sur la base de l'avis motivé d'un organe, service ou organisme compétent à cet effet, si le demandeur présente manifestement un risque ou une menace substantiels pour l'ordre public ou la sécurité publique.

§ 3. Le ministre ou le fonctionnaire compétent de la Direction Documents de Voyage et d'Identité du SPF Affaires étrangères peut, préalablement à la délivrance d'un passeport ou d'un titre de voyage belge, demander à tout moment à tout organe, service ou organisme compétent à cet effet de procéder à une enquête. En attendant le résultat de l'enquête, la délivrance du passeport ou du titre de voyage est suspendue.

Art. 65. Les passeports et les titres de voyage belges sont retirés ou invalidés aux conditions visées à l'article 63, § 1<sup>er</sup>, 1° à 3°. Dans le cas visé à l'article 63, § 1<sup>er</sup>, 4°, le passeport ou titre de voyage sera retiré ou invalidé, pour autant que le tribunal de famille ait imposé une telle mesure.

Les passeports et les titres de voyage belges peuvent aussi être retirés ou invalidés aux conditions visées à l'article 63, § 2.

Dans ce dernier cas, le ministre ou le fonctionnaire compétent de la Direction Documents de Voyage et d'Identité du SPF Affaires étrangères peut, préalablement au retrait ou à l'invalidation d'un passeport ou d'un titre de voyage belge, demander à tout moment à l'organe, le service ou l'organisme compétent à cet effet de lui fournir toute information complémentaire susceptible de préciser la décision de retrait ou d'invalidation.

Art. 65/1. Le refus de délivrer un passeport ou un titre de voyage belge est levé:

1° dans les cas visés à l'article 63, § 1<sup>er</sup>, 1°, dès que la mesure judiciaire limitative de liberté prend fin;

2° dans le cas visé à l'article 63, § 1<sup>er</sup>, 2°, après une décision de classement sans suite du ministère public, une ordonnance de non-lieu ou une décision finale, de la juridiction d'instruction siégeant en tant que juridiction de jugement, ou un jugement ou arrêt passé en force de chose jugée à l'égard de l'intéressé;

3° dans le cas visé à l'article 63, § 1<sup>er</sup>, 3°, dès que la nationalité et l'identité du demandeur sont légalement établies;

4° dans le cas visé à l'article 63, § 1<sup>er</sup>, 4°, dès que, conformément à l'article 374/1 du Code civil, soit les deux parents ou le parent qui exerce seul l'autorité parentale sur un enfant mineur non émancipé,

en reisdOCUMENTEN, melden het openbaar ministerie en de politiediensten hem op eigen initiatief, in de gevallen bepaald in de richtlijnen van het College van procureurs-generaal, de identiteit van de Belgen en erkende staatlozen en vluchtelingen die het voorwerp zijn van een strafonderzoek naar een wanbedrijf bedoeld in de artikelen 198, 199 of 199bis, 1°, van het Strafwetboek of van één van de volgende vrijheidsbeperkende gerechtelijke maatregelen:

- a) een vrijheidsbeperkende gerechtelijke maatregel met verbod om het grondgebied te verlaten;
- b) een aanhoudingsbevel;
- c) een Europees aanhoudingsbevel;
- d) een internationaal aanhoudingsbevel;
- e) een nationale of internationale signalering ter fine van arrestatie.

De bevoegde Belgische organen, diensten en organismen melden op eigen initiatief aan de minister de identiteit van de Belgen en erkende staatlozen en vluchtelingen die klaarblijkelijk een aanzienlijk risico of een aanzienlijke bedreiging vormen voor de openbare orde of de openbare veiligheid.

Art. 63. § 1. De afgifte van een Belgisch paspoort of reisdocument wordt geweigerd:

1° indien de aanvrager het voorwerp is van een vrijheidsbeperkende gerechtelijke maatregel in de gevallen bedoeld in artikel 62;

2° indien de aanvrager het voorwerp is van een strafonderzoek naar een wanbedrijf bedoeld in de artikelen 198, 199 of 199bis, 1°, van het Strafwetboek, in de gevallen bedoeld in artikel 62;

3° indien de aanvrager onjuiste gegevens meedeelde met betrekking tot zijn nationaliteit of zijn identiteit;

4° aan een minderjarig niet-ontvoogd kind, indien een ouder die er het ouderlijk gezag over uitoefent, overeenkomstig artikel 374/1 van het Burgerlijk Wetboek gevraagd heeft om geconsulteerd te worden bij de aanvraag van een Belgisch paspoort of reisdocument voor het kind en die ouder zijn toestemming voor de afgifte ervan weigert.

§ 2. De afgifte van een Belgisch paspoort of reisdocument kan geweigerd worden door de minister op gemotiveerd advies van een daartoe bevoegd orgaan, bevoegde dienst of bevoegd organisme indien de aanvrager klaarblijkelijk een aanzienlijk risico of een aanzienlijke bedreiging vormt voor de openbare orde of de openbare veiligheid.

§ 3. De minister of de bevoegde ambtenaar van de Directie Reis- & Identiteitsdocumenten van de FOD Buitenlandse Zaken kan voorafgaandelijk aan de afgifte van een Belgisch paspoort of reisdocument op elk ogenblik aan elk daartoe bevoegd orgaan, elke bevoegde dienst of elk bevoegd organisme vragen een onderzoek in te stellen. In afwachting van de uitkomst van het onderzoek wordt de afgifte van het paspoort of reisdocument opgeschort.

Art. 65. Belgische paspoorten en reisdocumenten worden ingetrokken of ongeldig verklaard onder de voorwaarden bedoeld in artikel 63, § 1, 1° tot 3°. In het geval bedoeld in artikel 63, § 1, 4°, wordt het paspoort of reisdocument ingetrokken of ongeldig verklaard, voor zover de familierechtbank een dergelijke maatregel oplegt.

Belgische paspoorten en reisdocumenten kunnen ook ingetrokken of ongeldig verklaard worden onder de voorwaarden bedoeld in artikel 63, § 2.

In dat laatste geval kan de minister of de bevoegde ambtenaar van de Directie Reis- & Identiteitsdocumenten van de FOD Buitenlandse Zaken voorafgaandelijk aan de intrekking of ongeldigverklaring van een Belgisch paspoort of reisdocument steeds aan het daartoe bevoegde orgaan, de bevoegde dienst of het bevoegde organisme vragen om hem bijkomende informatie te bezorgen die de beslissing tot intrekking of ongeldigverklaring kan verduidelijken.

Art. 65/1. De weigering van afgifte, van een Belgisch paspoort of reisdocument wordt opgeheven:

1° in de gevallen bedoeld in artikel 63, § 1, 1°, zodra de vrijheidsbeperkende gerechtelijke maatregel een einde neemt;

2° in het geval bedoeld in artikel 63, § 1, 2°, na een beslissing tot seponering van het openbaar ministerie, een buitenvervolginstelling of een eindbeslissing, door het onderzoeksgerecht zetelend als vonnisgerecht, of een vonnis of arrest in kracht van gewijsde ten aanzien van de betrokkene;

3° in het geval bedoeld in artikel 63, § 1, 3°, zodra de nationaliteit en de identiteit van de aanvrager wettelijk vaststaan;

4° in het geval bedoeld in artikel 63, § 1, 4°, zodra, overeenkomstig artikel 374/1 van het Burgerlijk Wetboek, ofwel de beide ouders of de ouder die alleen het ouderlijk gezag over het minderjarig niet-ontvoogd

respectivement donnent leur accord ou donne son accord pour la délivrance du passeport ou du titre de voyage à l'enfant, soit que le juge compétent donne son accord pour cette délivrance;

5° dans le cas visé à l'article 63, § 2, dès que l'organe, le service ou l'organisme compétent à cet effet conclut que le demandeur ne présente plus manifestement un risque ou une menace substantiels pour l'ordre public ou la sécurité publique.

Le ministère public communique d'initiative au ministre l'identité des Belges qui tombent sous les catégories visées aux 1° et 2°. Le greffier du tribunal de famille communique d'initiative au ministre l'identité des enfants mineurs belges qui tombent sous la catégorie visée au 4°, pour autant qu'il s'agit d'une décision du tribunal de famille. Les organes, services et organismes belges compétents communiquent d'initiative au ministre l'identité des Belges qui tombent sous la catégorie visée au 5°.

Dans le cas visé au 1°, le ministre peut toutefois, si le demandeur était impliqué dans des faits qui correspondent aux critères visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 1° ou 1°/1, de l'arrêté royal du 21 juillet 2016 relatif à la banque de données commune Terrorist Fighters, consulter l'organe, le service ou l'organisme compétent visé à l'article 63, § 2, afin de vérifier si le refus de délivrer un passeport ou un titre de voyage belge ne doit pas être maintenu sur la base de l'article 63, § 2."

#### Art. 7

Dans le même Code, il est inséré un article 65/3 rédigé comme suit:

"Art. 65/3. Un titre de voyage provisoire avec une validité territoriale et une durée limitées peut toutefois être délivré dans les cas visés aux articles 39/2, 63 et 65/2, avec l'accord préalable des organes, services et organismes belges compétents.

Dans les cas visés aux articles 39/2, §§ 1 et 2, et 39/3, alinéas 1 et 2, la carte d'identité refusée, retirée ou invalidée est remplacée par un titre de voyage provisoire territorialement limité.

Celui qui utilise un tel titre de voyage provisoire en dehors de sa validité territoriale et durée limitées sera puni d'un emprisonnement de 8 jours à 2 ans et d'une amende de 26 euros à 1 000 euros, ou d'une de ces peines seulement. Les dispositions du Livre I<sup>er</sup> du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont d'application à ce délit."

#### Art. 8

Dans le même Code, il est inséré un article 65/4, rédigé comme suit:

"Art. 65/4. La décision de signalement du document d'identité pour un enfant mineur non émancipé de moins de douze ans ou de la carte d'identité du mineur non émancipé de plus de douze ans par le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions, en vertu de l'article 6, § 11, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour, entraîne automatiquement la décision de refus de délivrance, de retrait ou d'invalidation du passeport ou du titre de voyage belge du mineur concerné par le ministre qui a les Affaires étrangères dans ses attributions.

La décision de refus de délivrance du passeport ou du titre de voyage belge est levée lorsqu'est levée la décision de signalement du document d'identité pour un enfant mineur non émancipé de moins de douze ans ou de la carte d'identité du mineur non émancipé de plus de douze ans visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>."

CHAPITRE 3 — *Modifications de la loi du 10 février 2015 relative aux traitements automatisés de données à caractère personnel nécessaires aux passeports et titres de voyage belges*

#### Art. 9

Dans les articles 4, 2°, 21, 2°, et 25, 2°, de la loi du 10 février 2015 relative aux traitements automatisés de données à caractère personnel nécessaires aux passeports et titres de voyage belges, le c) est chaque fois remplacé comme suit:

"c) le type de procédure de demande".

kind uitoefent, respectievelijk hun toestemming geven of zijn toestemming geeft voor de afgifte van het paspoort of reisdocument aan het kind, ofwel de bevoegde rechter daarvoor de toelating geeft;

5° in het geval bedoeld in artikel 63, § 2, zodra het daartoe bevoegde orgaan, de bevoegde dienst of het bevoegde organisme concludeert dat de aanvrager klaarblijkelijk niet langer een aanzienlijk risico of een aanzienlijke bedreiging vormt voor de openbare orde of de openbare veiligheid.

Het openbaar ministerie meldt op eigen initiatief aan de minister de identiteit van de Belgen die vallen onder de categorieën bedoeld in de bepalingen onder 1° en 2°. De griffier van de familierechtbank meldt op eigen initiatief aan de minister de identiteit van de minderjarige Belgen die vallen onder de categorie bedoeld in de bepaling onder 4°, voor zover het gaat om een beslissing van de familierechtbank. De bevoegde Belgische organen, diensten en organismen melden op eigen initiatief aan de minister de identiteit van de Belgen die vallen onder de categorie bedoeld in de bepaling onder 5°.

In het geval bedoeld in de bepaling onder 1° kan de minister evenwel, indien de aanvrager betrokken was bij feiten die beantwoorden aan de criteria zoals bedoeld in het artikel 6, § 1, 1° of 1°/1, van het koninklijk besluit van 21 juli 2016 betreffende de gemeenschappelijke gegevensbank Terrorist Fighters, het bevoegde orgaan, de bevoegde dienst of het bevoegde organisme bedoeld in het artikel 63, § 2, consulteren om na te gaan of de weigering van afgifte van een Belgisch paspoort of reisdocument niet behouden moet worden op basis van het artikel 63, § 2."

#### Art. 7

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 65/3 ingevoegd, luidende:

"Art. 65/3. In de gevallen bedoeld in de artikelen 39/2, 63 en 65/2 kan evenwel, met voorafgaand akkoord van de bevoegde Belgische organen, diensten en organismen, een noodreisdocument afgegeven worden met een beperkte territoriale geldigheid en duur.

In de gevallen bedoeld in de artikelen 39/2, §§ 1 en 2, en 39/3, eerste en tweede lid, wordt de geweigerde, ingetrokken of ongeldig verklaarde identiteitskaart vervangen door een noodreisdocument dat territoriaal beperkt is.

Hij die van een dergelijk noodreisdocument gebruik maakt buiten de daarin voorziene beperkte territoriale geldigheid en duur, wordt gestraft met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 2 jaar en met een geldboete van 26 euro tot 1 000 euro of met één van die straffen alleen. De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op dit misdrijf."

#### Art. 8

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 65/4 ingevoegd, luidende:

"Art. 65/4. De beslissing tot het seinen van het identiteitsdocument voor een minderjarig niet-ontvoogd kind onder de twaalf jaar of een identiteitskaart voor een minderjarig niet-ontvoogd kind boven de twaalf jaar door de minister die bevoegd is voor Binnenlandse Zaken, overeenkomstig artikel 6, § 11, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten, leidt automatisch tot de beslissing tot weigering van de afgifte, tot intrekking of ongeldigverklaring van het Belgische paspoort of reisdocument van de betrokken minderjarige door de minister die bevoegd is voor Buitenlandse Zaken.

De beslissing tot weigering van de afgifte van een Belgisch paspoort of reisdocument wordt opgeheven, zodra de in het eerste lid bedoelde beslissing tot het seinen van het identiteitsdocument voor een minderjarig niet-ontvoogd kind onder de twaalf jaar of een identiteitskaart voor een minderjarig niet-ontvoogd kind boven de twaalf jaar opgeheven wordt."

HOOFDSTUK 3 — *Wijzigingen van de wet van 10 februari 2015 met betrekking tot geautomatiseerde verwerkingen van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de Belgische paspoorten en reisdocumenten*

#### Art. 9

In de artikelen 4, 2°, 21, 2°, en 25, 2°, van de wet van 10 februari 2015 met betrekking tot geautomatiseerde verwerkingen van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de Belgische paspoorten en reisdocumenten, wordt de bepaling onder c) telkens vervangen als volgt:

"c) het type aanvraagprocedure".

## Art. 10

Dans les articles 6, 2°, 10, 2°, 23, § 1<sup>er</sup>, 3°, et 27, 3°, de la même loi, les mots “et provinces” et “ou le gouverneur” sont chaque fois abrogés.

## Art. 11

L'article 6, de la même loi, est complété par un 6°, rédigé comme suit:

“6° le personnel du guichet commun des SPF Affaires étrangères et Intérieur chargé de la délivrance des passeports et titres de voyage en procédure super urgente et dont la fonction nécessite d'accéder aux données visées à l'article 3, et individuellement habilité par les ministres qui ont les Affaires étrangères ou l'Intérieur dans leurs attributions ou par le personnel que ceux-ci ont désigné à cet effet.”.

## Art. 12

L'article 10 de la même loi, est complété par un 7°, rédigé comme suit:

“7° le personnel du guichet commun des SPF Affaires étrangères et Intérieur chargé de la délivrance des passeports et titres de voyage en procédure super urgente et dont la fonction nécessite d'accéder aux données visées à l'article 8, et individuellement habilité par les ministres des Affaires étrangères ou de l'Intérieur ou par le personnel que ceux-ci ont désigné à cet effet.”.

## Art. 13

L'article 23, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, est complété par un 8°, rédigé comme suit:

“8° le personnel du guichet commun des SPF Affaires étrangères et Intérieur chargé de la délivrance des passeports et titres de voyage en procédure super urgente et dont la fonction nécessite d'accéder aux données visées à l'article 21, et individuellement habilité par les ministres des Affaires étrangères ou de l'Intérieur ou par le personnel que ceux-ci ont désigné à cet effet.”.

## Art. 14

Dans l'article 23, § 2, de la même loi, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé comme suit:

“Les personnes visées au § 1<sup>er</sup>, 1° à 4° et 8°, ont accès à toutes les données visées à l'article 21.”.

## Art. 15

Dans le chapitre 6, de la même loi, il est inséré un article 23/1, rédigé comme suit:

“Art. 23/1. Les données visées à l'article 21, 1°, b), d), e), et 2° peuvent être utilisées par le personnel tel que visé à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, 1°, dans le cadre de formations en vue de la lutte contre la fraude aux passeports et aux titres de voyage belges.”.

## Art. 16

Dans la même loi, il est inséré un chapitre 7/1 rédigé comme suit:

“Chapitre 7/1. Traitement automatisé de données à caractère personnel en vue du refus de la délivrance, du retrait et de l'invalidation des cartes d'identité, des passeports et titres de voyage belges.

Art. 27/1. Le ministre est responsable de la base de données mise en place d'une part pour enregistrer les personnes signalées par les autorités, organes, services ou organismes compétents en vue d'un refus de délivrance, d'un retrait ou d'une invalidation de leur carte d'identité, passeport ou titre de voyage belge, et d'autre part pour réaliser les traitements de données nécessaires à l'adoption de ces décisions administratives, à leur levée, à l'attribution de titres de voyage provisoires ainsi qu'à la réalisation de statistiques sur l'adoption de ces actes administratifs.

Art. 27/2. Les données à caractère personnel enregistrées dans la base de données visée à l'article 27/1 sont:

1° les données relatives à la personne qui fait l'objet d'une des mesures visées aux articles 39/2, § 1<sup>er</sup> et § 2, et 63, § 1<sup>er</sup> et § 2, du Code consulaire:

- a) le nom de famille, les prénoms et la date de naissance;
  - b) le numéro de Registre national;
  - c) le lieu de résidence;
  - d) la nationalité ou le statut d'apatride ou de réfugié;
- 2° les données relatives au traitement du dossier:

## Art. 10

In de artikelen 6, 2°, 10, 2°, 23, § 1, 3°, en 27, 3°, van dezelfde wet worden de woorden “het gemeente- en provinciepersoneel” telkens vervangen door “het gemeentepersoneel” en worden de woorden “of de gouverneur” telkens opgeheven.

## Art. 11

Artikel 6, van dezelfde wet, wordt aangevuld met een bepaling onder 6°, luidende:

“6° het personeel van het gemeenschappelijk loket van de FOD's Buitenlandse en Binnenlandse Zaken, dat belast is met de afgifte van paspoorten en reisdocumenten in superdringende procedure en wier functie vereist dat ze toegang hebben tot de in artikel 3 bedoelde gegevens, en dat daartoe persoonlijk gemachtigd is door de ministers bevoegd voor Buitenlandse of Binnenlandse Zaken of door het personeel dat zij daarvoor hebben aangesteld.”.

## Art. 12

Artikel 10 van dezelfde wet, wordt aangevuld met een bepaling onder 7°, luidende:

“7° het personeel van het gemeenschappelijk loket van de FOD's Buitenlandse en Binnenlandse Zaken, dat belast is met de afgifte van paspoorten en reisdocumenten in superdringende procedure en wier functie vereist dat ze toegang hebben tot de in artikel 8 bedoelde gegevens, en dat daartoe persoonlijk gemachtigd is door de ministers van Buitenlandse of Binnenlandse Zaken of door het personeel dat zij daarvoor hebben aangesteld.”.

## Art. 13

Artikel 23, § 1, van dezelfde wet, wordt aangevuld met een bepaling onder 8°, luidende:

“8° het personeel van het gemeenschappelijk loket van de FOD's Buitenlandse en Binnenlandse Zaken, dat belast is met de afgifte van paspoorten en reisdocumenten in superdringende procedure en wier functie vereist dat ze toegang hebben tot de in artikel 21 bedoelde gegevens, en dat daartoe persoonlijk gemachtigd is door de ministers van Buitenlandse of Binnenlandse Zaken of door het personeel dat zij daarvoor hebben aangesteld.”.

## Art. 14

In artikel 23, § 2, van dezelfde wet, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

“De personen bedoeld in § 1, 1° tot 4° en 8°, hebben toegang tot alle gegevens bedoeld in artikel 21.”.

## Art. 15

In het hoofdstuk 6 van dezelfde wet, wordt een artikel 23/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 23/1. De gegevens bedoeld in artikel 21, 1°, b), d), e), en 2° kunnen gebruikt worden door het personeel als bedoeld in artikel 23, § 1, 1°, in het kader van opleidingen met het oog op de bestrijding van fraude met Belgische paspoorten en reisdocumenten.”.

## Art. 16

In dezelfde wet wordt een hoofdstuk 7/1 ingevoegd, luidende:

“Hoofdstuk 7/1. Geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens met het oog op de weigering van afgifte, de intrekking en de ongeldigverklaring van Belgische identiteitskaarten, paspoorten en reisdocumenten.

Art. 27/1. De minister is verantwoordelijk voor de gegevensbank die werd opgericht om enerzijds de door de bevoegde overheden, organen, diensten of organismen geseinde personen erin te registreren met het oog op een weigering van afgifte, intrekking of ongeldigverklaring van hun Belgische identiteitskaart, paspoort of reisdocument en anderzijds de nodige gegevenswerkingen te kunnen verrichten die noodzakelijk zijn om die administratieve beslissingen goed te keuren, op te heffen, noodreisdocumenten toe te kennen en statistieken op te maken over die gestelde administratieve handelingen.

Art. 27/2. De persoonsgegevens die in de in artikel 27/1 bedoelde gegevensbank worden opgeslagen, zijn:

1° de gegevens betreffende de persoon die het voorwerp is van één van de maatregelen bedoeld in de artikelen 39/2, § 1 en § 2, en 63, § 1 en § 2, van het Consulaire Wetboek:

- a) de familienaam, de voornamen en de geboortedatum;
  - b) het Rijksregisternummer;
  - c) de woonplaats;
  - d) de nationaliteit of het statuut van staatloze of vluchteling;
- 2° de gegevens betreffende de behandeling van het dossier:

- a) le numéro du dossier;
- b) la raison du signalement;
- c) la date du signalement;
- d) la date du désignement;
- e) l'autorité qui a signalé la personne;
- f) la date du refus de la carte d'identité, du passeport ou du titre de voyage belge;
- g) l'état du dossier;
- h) le parquet compétent;
- i) la date de transfert du dossier au parquet compétent;

j) la date de réponse du parquet compétent.

Art. 27/3. Les données à caractère personnel visées à l'article 27/2, 1° et 2° sont conservées jusqu'au moment où, en application des articles 39/4 et 65/1 du Code consulaire, le refus de délivrer un passeport ou un titre de voyage est levé à l'égard de la personne.

Toutefois, les données à caractère personnel visées à l'article 27/2, 2°, b), c), d), e), f), g) et h) sont toutefois archivées dix ans à partir de la date où le refus de délivrer un passeport ou un titre de voyage est levé à l'égard de la personne, en vue de la fourniture d'informations statistiques pour les finalités telles que mentionnées à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE.

Après les périodes susmentionnées, les données sont détruites.

Art. 27/4. Les données à caractère personnel enregistrées dans le traitement automatisé visé à l'article 27/1 sont exclusivement utilisées par:

1° le personnel du SPF Affaires étrangères qui a besoin d'avoir accès à la base de données visée à l'article 27/1 pour l'exercice de ses fonctions et qui exécute les actes administratifs de refus de délivrance, retrait ou invalidation des cartes d'identité, des passeports et des titres de voyage, et individuellement habilité par le ministre ou par le personnel que le ministre a désigné à cet effet;

2° le personnel du service informatique du SPF Affaires étrangères en charge du développement et de la maintenance de la base de données visée à l'article 27/1.

Le personnel susmentionné signera une obligation légale de confidentialité quant aux données à caractère personnel dont il prend connaissance dans l'exercice de sa fonction."

Art. 17

L'article 28 de la même loi est abrogé.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 juillet 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,  
D. REYNDERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Session 2018-2019 :

Chambre des représentants.

Documents. - Proposition de loi, 54-3574/1 – Rapport, 54-3574/2 – Texte adopté par la commission, 54-3574/3 – Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, 54-3574/4

- a) het nummer van het dossier;
- b) de reden van de seining;
- c) de datum van de seining;
- d) de datum van de ontseining;
- e) de overheid die de persoon geïnd heeft;
- f) de datum van de weigering van de Belgische identiteitskaart, het Belgische paspoort of reisdocument;
- g) de stand van het dossier;
- h) het bevoegde parket;
- i) de datum van overmaking van het dossier aan het bevoegde parket;
- j) de datum van antwoord van het bevoegde parket.

Art. 27/3. De persoonsgegevens bedoeld in artikel 27/2, 1° en 2°, worden bewaard totdat de weigering om een paspoort of reisdocument af te geven, met toepassing van de artikelen 39/4 en 65/1 van het Consulaire Wetboek, opgeheven wordt met betrekking tot de persoon.

De persoonsgegevens bedoeld in artikel 27/2, 2°, b), c), d), e), f), g) en h) worden evenwel vanaf de datum waarop de weigering om een paspoort of reisdocument af te geven opgeheven wordt met betrekking tot de persoon, tien jaar gearhiveerd, met het oog op het verstrekken van statistische informatie voor de doelstellingen zoals vermeld in artikel 89 van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG.

Na de bovenvermelde periodes worden de gegevens vernietigd.

Art. 27/4. De persoonsgegevens die worden opgeslagen bij de geautomatiseerde verwerking bedoeld in artikel 27/1 worden uitsluitend gebruikt door:

1° het personeel dat binnen de FOD Buitenlandse Zaken toegang nodig heeft tot de gegevensbank zoals bedoeld in artikel 27/1 voor het uitoefenen van hun functie en die de administratieve handelingen verricht inzake weigering van afgifte, intrekking of ongeldigverklaring van de identiteitskaarten, de paspoorten en de reisdocumenten, en dat daartoe persoonlijk gemachtigd is door de minister of door het personeel dat de minister daarvoor heeft aangesteld;

2° het personeel van de informaticadienst bij de FOD Buitenlandse Zaken dat belast is met de ontwikkeling en het onderhoud van de gegevensbank bedoeld in artikel 27/1.

Het hierboven vermelde personeel zal een wettelijke vertrouwelijkheidsbepaling ondertekenen met betrekking tot de persoonsgegevens waarvan het kennis neemt in de uitoefening van zijn functie."

Art. 17

Artikel 28 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 juli 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
D. REYNDERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Zitting 2018-2019 :

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Documents. - Wetsvoorstel, 54-3574/1 – Verslag, 54-3574/2 – Tekst aangenomen door de commissie, 54-3574/3 – Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, 54-3574/4